



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/B/WP/189  
5 juillet 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Groupe de travail du plan à moyen terme  
et du budget-programme

Quarante-septième session  
Genève, 11-15 septembre 2006  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS  
DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE CONCERNANT  
LES COURS DE FORMATION SUR LES GRANDS PROBLÈMES  
ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX**

Note du secrétariat\*

**Résumé**

À sa quarante-cinquième session, en septembre 2005, le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme a examiné l'évaluation approfondie des cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux et a demandé au secrétariat de lui faire rapport sur les progrès obtenus dans l'exécution de ces cours au plus tard à sa quarante-septième session.

La présente note contient un aperçu de la mise en œuvre des recommandations entre octobre 2005 et juin 2006. Des recommandations ont été regroupées selon les grandes questions considérées, qui sont: a) financement et planification des cours de formation; b) renforcement du contenu des cours; c) impact des cours; d) questions diverses. Chaque section donne des indications sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du groupe thématique de recommandations correspondant.

---

\* Le présent document a été soumis à la date susmentionnée en raison de retards survenus dans la procédure.

1. À sa quarante-cinquième session, en septembre 2005, le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme a examiné l'évaluation approfondie des cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux<sup>1</sup>. Après avoir analysé les résultats de l'évaluation et procédé à un échange de vues, il a adopté des conclusions concertées dans lesquelles il se déclarait généralement satisfait des résultats des cours de formation jusque-là, s'agissant en particulier de l'approche intégrée et coordonnée qui en fait la spécificité, et invitait le secrétariat à redoubler d'efforts à cet égard<sup>2</sup>. Le Groupe de travail a également fait siennes les recommandations contenues dans le rapport d'évaluation et prié le secrétariat de lui faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces recommandations au plus tard à sa quarante-septième session<sup>3</sup>.

2. Le présent rapport a été établi pour répondre à cette demande. Pour la commodité du lecteur, chaque section renvoie aux recommandations pertinentes que contient l'évaluation (22 au total) et, le cas échéant, aux dispositions pertinentes des conclusions concertées adoptées par le Groupe de travail à sa quarante-cinquième session.

### **Financement et planification des cours de formation**

(Recommandation 22 du rapport d'évaluation; par. 3 des conclusions concertées du Groupe de travail)

3. Dans le rapport d'évaluation, comme dans les conclusions adoptées par le Groupe de travail à sa quarante-cinquième session, l'accent est mis sur la nécessité d'un financement prévisible permettant de planifier et de programmer les cours sur une période de deux ans.

4. Le programme ordinaire de coopération technique (chap. 22) prend en charge le financement des frais de séjour des participants sur place, des frais de voyage des participants des pays les moins avancés, ainsi que de ceux des pays à faible revenu et les frais afférents aux installations de conférence. Ce programme a été confirmé en janvier et les fonds correspondants ont été libérés en février 2006. En mai 2006, il a été décidé que les frais de voyage des fonctionnaires des Nations Unies chargés de s'occuper de la préparation des cours ou d'en assurer le service, et des intervenants, seraient financés à l'aide des crédits prévus au titre des frais de voyage dans le budget ordinaire des diverses divisions.

5. Le secrétariat a donc préparé un plan biennal qui comprend six cours régionaux, programmés comme suit:

1. Cours destiné aux pays arabes, 26 juin-14 juillet 2006, Beyrouth (Liban);

---

<sup>1</sup> «In-depth evaluation of the training courses on key issues on the international economic agenda», TD/B/WP/182, and Annexes, TD/B/WP/182/Add.1.

<sup>2</sup> Rapport du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme sur sa quarante-cinquième session, TD/B/WP/184, p. 4, par. 2.

<sup>3</sup> Ibid., par. 6.

2. Cours destiné aux économies en transition, 18 septembre-6 octobre 2006, Belgrade (Serbie);
3. Cours destiné aux pays de la région Asie/Pacifique, novembre-décembre 2006, Bangkok (Thaïlande);
4. Cours destiné aux pays africains, février 2007, Le Caire (Égypte);
5. Cours destiné aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, 2007, lieu à préciser;
6. Cours destiné aux pays arabes, 2007, Beyrouth (Liban).

6. Des missions ont été organisées à Beyrouth (Liban) et à Belgrade (Serbie) afin de s'assurer du soutien politique, d'organiser la logistique et de discuter d'éventuelles contributions locales/régionales au contenu du cours. Les travaux de préparation de ces deux cours régionaux sont en bonne voie et les premiers préparatifs des cours suivants sont déjà amorcés.

7. Les deux sources de financement sont astreintes au plafond de ressources fixé par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale en décembre 2005 et dépendront des décisions futures à cet égard.

#### **Renforcement du contenu des cours**

(Recommandations 2, 3, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14 et 15; par. 5 des conclusions concertées du Groupe de travail)

8. Selon ce qui est recommandé dans l'évaluation, la durée des cours a été portée à trois semaines à partir du prochain cours, qui doit être organisé à Beyrouth. Pour chaque cours, une semaine entière sera consacrée à des questions relevant de l'OMC, avec un exercice de simulation final. Le Programme spécial de la CNUCED relatif aux pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires a été sollicité pour une contribution sur le thème «commerce et pauvreté», le cas échéant.

9. Des efforts particuliers ont été entrepris pour que des exposés, les données et des études de cas soient consacrés à l'expérience régionale et locale et intégrés au programme du cours. Le secrétariat est en liaison avec les commissions régionales de l'ONU en vue de renforcer le contenu régional de chaque cours. Dans la mesure du possible, les cours se dérouleront dans les locaux du siège des commissions régionales afin de faciliter la participation d'experts régionaux. Lorsque le siège de la commission régionale sera éloigné du lieu où se tiendra le cours, des vidéoconférences seront organisées pour réduire la distance entre les parties prenantes. Les membres des missions préparatoires s'attachent en particulier à présenter et à expliquer le cours aux partenaires régionaux et locaux et à tenter de trouver des orateurs à même de dispenser des connaissances spécialisées de la situation régionale ou locale. C'est ainsi que le cours qui doit se tenir prochainement à Beyrouth bénéficiera de la participation active de sept experts régionaux ou locaux, appartenant à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ou originaires du pays hôte.

10. Afin d'assurer la cohérence entre les contributions régionales/locales et les exposés des fonctionnaires de la CNUCED, tous les intervenants de la CNUCED s'entretiennent et se

concertent avec les futurs intervenants régionaux/nationaux avant la mise au point du programme des cours dont ils sont responsables. Toujours dans un souci de cohérence, les intervenants de la CNUCED et les experts régionaux ou locaux se rencontrent avant le cours. En outre, il est prévu des réunions entre tous les intervenants de la CNUCED pour examiner et préciser l'élément central du cours et le message à faire passer. Chaque cours est, dès le tout début, adapté à la région et porte sur des questions qui présentent un intérêt particulier pour les pays concernés.

11. Pour renforcer le caractère interactif du cours et améliorer les possibilités d'apprentissage actif, une place importante a été faite aux monographies, aux débats et aux exercices. Ainsi, dans le cours de Beyrouth, une séance par jour, la dernière en général, sera consacrée à une discussion de groupe. Outre les nombreuses études de cas qui font l'objet des exposés, deux projections vidéo sont prévues pour la présentation de cas et de concepts. Par ailleurs, les participants ont été invités à rassembler des renseignements sur des questions/cas particuliers visés dans les modules concernant la situation dans leur pays afin d'être mieux à même d'échanger des connaissances et des données d'expérience.

12. En ce qui concerne le recours éventuel aux techniques d'apprentissage à distance, le secrétariat a créé en vue du cours un nouveau site Web, conçu de manière structurée et facile à utiliser, sur lequel les participants ont accès à tout le matériel pédagogique. Afin d'harmoniser encore le niveau des connaissances des participants avant le cours, le secrétariat a commencé à élaborer des aides pour l'enseignement de «connaissances de base» qui seront également accessibles sur le site Web. Les questions que les participants doivent préparer en prévision du cours sont aussi destinées à améliorer leurs connaissances dans des domaines qui leur sont moins familiers pour leur permettre d'arriver au cours avec un niveau de connaissances de départ plus uniforme.

13. Des services d'interprétation simultanée seront assurés pour les cours destinés aux pays d'Afrique et aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le matériel pédagogique et les ouvrages de base à lire seront également fournis dans toutes les langues de l'ONU dont il existe une traduction.

### **Impact des cours**

(Recommandations 1, 10, 11, 16, 17, 18, 19, 20 et 21; par. 4 des conclusions concertées du Groupe de travail)

14. Le secrétariat s'est beaucoup attaché à déterminer les facteurs qui influent sur l'impact des cours et les moyens de renforcer cet impact.

15. Tout d'abord, la sélection des candidats influe fortement sur l'impact potentiel des cours. Pour la «promotion» des cours, il est donc fait appel à une plus vaste gamme de réseaux de façon à toucher un plus large éventail de participants potentiels. Ces réseaux comprennent notamment des anciens participants, des contacts directs au sein des ministères, des bureaux du PNUD dans les pays bénéficiaires et les membres et partenaires de l'Institut virtuel de la CNUCED. On s'efforce tout particulièrement de rallier la participation du monde universitaire. Au niveau de la sélection, il est tenu dûment compte de tout ce que les participants peuvent apporter aux institutions dont ils relèvent grâce aux connaissances acquises. Cette approche a déjà porté ses

fruits: deux universitaires (un Jordanien et un Iraquien) participeront au cours qui doit avoir lieu à Beyrouth.

16. Afin de tirer tout le parti possible de l'expérience acquise et du matériel mis au point à l'occasion des cours, le secrétariat organisera à l'intention des diplomates en poste à Genève des cours de brève durée consacrés à des questions liées au commerce et au développement. Afin de mettre à jour les renseignements recueillis, un nouveau questionnaire destiné aux missions diplomatiques est en cours d'élaboration; il permettra de se rendre compte des questions d'intérêt pour les parties prenantes et des thèmes à traiter en priorité.

17. Le cours renvoie nécessairement à la coopération technique de la CNUCED dans le domaine précis visé par chaque module. Il peut donc avoir un impact autrement que sur le plan théorique et déboucher éventuellement sur la fourniture d'assistance technique en liaison avec le thème traité dans le cours.

18. Pour éviter que l'accès aux données et aux connaissances – et donc l'impact du cours – soit limité aux participants, il est important de créer un réseau afin de maintenir les liens entre les participants une fois le cours terminé. Les caractéristiques techniques des communications de groupe et des échanges entre les membres du groupe ont été récemment mises au point et sont déjà disponibles sur le site Web du cours. Une base de données contenant les coordonnées de tous les anciens participants est également en cours d'élaboration et sera accessible à tous sur le site.

19. L'établissement de synergies avec l'Institut virtuel de la CNUCED, qui offre notamment l'accès à une bibliothèque virtuelle contenant des documents à jour en rapport avec le commerce établis par la CNUCED et les partenaires de l'Institut virtuel, est à l'étude, de même que la possibilité d'adhérer à un service qui permet à l'utilisateur d'être informé automatiquement par courrier électronique chaque fois qu'un nouveau document appartenant à la catégorie qui l'intéresse est publié sur le site. Cette possibilité pourrait aussi être offerte aux anciens participants afin qu'ils puissent se tenir au courant des nouveautés dans leur domaine d'activité.

20. Pour accroître l'impact des cours, il est important de veiller au renforcement dans la durée de capacités locales susceptibles d'entreprendre des activités de formation et de recherche sur les questions liées au commerce et au développement, sur la base des cours. C'est pourquoi la promotion des cours vise désormais à toucher systématiquement un public universitaire. Il faut ajouter à cela les initiatives en matière de renforcement des capacités lancées par l'Institut virtuel de la CNUCED à l'adresse des milieux universitaires, parmi lesquelles figurent des ateliers de développement professionnel à l'intention de professeurs d'université, et de chercheurs des pays en développement, organisés en coopération avec les divisions et programmes pertinents de la CNUCED. Trois ateliers de ce type, axés tout particulièrement sur les pays les moins avancés, ont été organisés à ce jour, grâce à une aide financière des Gouvernements du Japon et de la Finlande et une contribution du Programme spécial relatif aux pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires de la CNUCED. Les deux ateliers destinés aux pays africains de langue française et de langue anglaise étaient consacrés à l'économie de la production et du commerce des produits de base; le troisième, destiné aux pays d'Asie, était consacré aux aspects économiques et juridiques de l'investissement étranger direct.

21. Dans l'organisation de ces ateliers, il est fait une place spéciale au lien entre la recherche et l'enseignement d'une part et les besoins des décideurs et autres parties prenantes qui sont les «clients» du milieu universitaire d'autre part. Une séance spéciale de l'atelier qui doit avoir lieu en septembre 2006 sur les méthodes et instruments, qui servent de base à l'analyse des échanges et de la politique commerciale, organisé par la CNUCED, en collaboration avec l'OMC et le Centre du commerce international (CCI), sera consacrée à l'examen des questions de recherche intéressant les décideurs et à la manière de présenter les conclusions de la recherche à des décideurs.

22. L'Institut virtuel a aussi servi à mettre en place des réseaux entre la CNUCED et les universités qui en sont membres et entre les universités elles-mêmes par l'intermédiaire de son site Web et à l'occasion de réunions concrètes, comme les ateliers évoqués ci-dessus ou les réunions annuelles organisées par l'Institut virtuel de la CNUCED. À l'heure actuelle, l'Institut virtuel compte 15 membres institutionnels (universités) et 140 membres individuels (associés), qui ont accès aux ressources de l'Institut virtuel en matière pédagogique et en matière de recherche, ainsi qu'à ses services.

23. Il importe de procéder à une évaluation continue du cours et d'entreprendre d'autres activités de nature à en élargir la portée. Ce travail se fait dans le cadre de l'évaluation de l'exercice, c'est-à-dire à la fin du cours et six mois plus tard. Des efforts systématiques seront faits pour tenter d'obtenir le plus grand nombre de réponses possible aux questionnaires. Il existe aussi une auto-évaluation du programme qui vise à intégrer les informations en retour au fur et à mesure et à adapter le service de façon à lui donner l'orientation qui paraît appropriée, de la manière qui paraît appropriés.

### **Questions diverses**

(Recommandations 4 et 5)

24. La question de la reconnaissance des fonctionnaires qui travaillent à l'élaboration et à l'enseignement des cours et des incitations à leur offrir avait été soulevée au cours d'une réunion entre le Secrétaire général adjoint, les directeurs et les coordonnateurs, qui s'est tenue le 20 mai 2005, et elle est évoquée dans deux recommandations de l'équipe d'évaluation. Les directeurs ont été incités à prendre en compte le travail et l'investissement personnel des consultants et des conseillers techniques des diverses divisions dans le système d'évaluation du comportement professionnel.

-----